

Bulletin d'information rapide à tous les personnels des Agences de l'Eau & de l'ONEMA

Les mauvaises surprises du Projet de Loi de finances 2009

Suite à sa présentation au dernier Conseil des Ministres, le « PLF 2009 » nous a été dévoilé dans ses grandes lignes.

Trois points retiennent plus particulièrement notre attention, signaux inquiétants pour le devenir de nos établissements et de leurs personnels :

- Une modification de la nouvelle redevance pour pollutions diffuses. Il est ainsi proposé :
 - Un taux unique national fixé par la loi et non par le Comité de Bassin ; c'est Bercy et l'Etat qui prennent totalement la main.
 - > Une hausse progressive de ces taux, pour doubler le rendement de cette redevance en 3 ans.
 - > Et l'affectation des produits supplémentaires par rapport à la redevance actuelle à un **office agricole**, avec pour utilisations le financement :
 - d'une part, de certaines actions du plan Ecophyto 2018. Ce plan est issu d'une commande du Président de la République au Ministère de l'Agriculture pour un objectif de réduction de 50% des usages des pesticides dans un délai de 10 ans si possible.
 - Il s'agit de l'assemblage d'un ensemble de mesures, sans garantie de résultats. Après Fertimieux, et Irrimieux, programmes décriés parce qu'ils privilégiaient une logique de moyens à une logique de résultats, Ecophyto 2018 c'est Pollumieux! Exactement le type de documents qu'on nous demande de bannir au nom d'une plus grande efficience des interventions des agences...
 - et d'autre part, d'actions spécifiques destinées à améliorer la performance énergétique des exploitations agricoles, qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'eau.

Ainsi donc, voilà les agences cantonnées dans un simple rôle de perception, niant ainsi la plus-value des dispositifs d'intervention des IX° programmes en matière de pollution diffuse, calés pour répondre aux objectifs de résultats assignés dans le cadre de la DCE.

Pire, l'argent ainsi collecté est rapté et mis à disposition du lobby agricole (à destination d'un office agricole, sous influence du syndicat agricole majoritaire, et dont les dérives de gestion financière des années 90 alimentent la chronique judiciaire de ces jours ci !), au profit de certaines actions d'un plan national fumeux (lesquelles ?), et de l'adaptation des exploitations agricoles au changement climatique.

L'Eau paye le développement agricole!

© <u>Deuxième point : le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.</u>

On apprend que les taux de non-remplacement atteindront deux départs à la retraite sur trois au MEEDDAT! Et les opérateurs de l'Etat (nous : les agences, l'onema, ...) participeront à l'effort de réduction des effectifs.

Et ce, bien sûr, indépendamment des missions nouvelles que l'Etat continue de nous affecter!

© Troisième point : la Réforme Générale des Politiques Publiques

La présentation du PLF 2009 est l'occasion de réaffirmer que la mutualisation des fonctions support des agences de l'eau et de l'onema permettra d'améliorer le pilotage de ces établissements en optimisant leurs moyens.

Cela fait bientôt 6 mois que le conseil de modernisation des politiques publiques a inventé ce concept de mutualisation et ordonné à nos directeurs de travailler à des propositions en ce sens.

Six mois que Ministère et Directeurs nous mènent en bateau, en évitant de communiquer la moindre information aux personnels et à leurs représentants, au delà de messages lénifiants pour les rassurer, la consigne de secret absolu leur ayant été imposée depuis les palais républicains de l'Elysée et Matignon!

---00000000---

Détournement de fonds,

Suppression de postes,

Optimisation des moyens,

Le gouvernement stigmatise ses opérateurs dans le domaine de l'eau pour mieux les ponctionner, et, sur une sérénade d'Etat en situation de faillite, poursuit une politique du fait accompli pour demander toujours plus aux personnels.

Combien de temps encore ?...



Syndicat National de l'Environnement